



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 24/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FLORENTAISE**

Le Grand Patis  
44850 Saint-Mars-Du-Désert

Références : 2025-454\_INSP\_RAP\_AS\_FLORENTAISE-Combrée  
Code AIOT : 0006301589

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement FLORENTAISE implanté ZA de Bel Air Bouillé-Ménard 49520 Ombrée d'Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection inscrite au plan de contrôle de l'inspection

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FLORENTAISE
- ZA de Bel Air Bouillé-Ménard 49520 Ombrée d'Anjou
- Code AIOT : 0006301589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'un terril de schistes ardoisiers

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 1.2.1 et 1.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 17/09/2020, article 3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
3	GEREP	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 2.4.6	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Aménagements et conditions d'exploitation du site	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 1.2.3.2, 2.1.5, 2.3.1, 2.1.6, 2.3.2, 2.1.2 et 2.4.5	Demande d'action corrective	2 mois
6	Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 2.1.3, 2.1.4, 3.2.4 et 3.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 3.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
9	Emissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 3.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Intérêts à préserver	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 2.2.2, 2.2.3 et 2.4.2.1	Sans objet
10	Bruits	Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 3.5.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités ont été relevées pendant la visite résultant de la situation financière fragile de l'entreprise placée en liquidation judiciaire indépendamment du potentiel de l'établissement. A noter toutefois que l'exploitant a mandaté l'exécution des contrôles réglementaires au titre de l'année 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 10/07/2015, articles 1.2.1 et 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescriptions contrôlées</b> – [...] Points sur la situation administrative de la carrière [...]
<p><b>Constats</b> – L'exploitation est autorisée depuis 1998, en dernier lieu par un arrêté d'autorisation du 10/07/2015 (DIDD-2015 n° 270) au nom de BEL AIR MATERIAUX à la suite d'une enquête publique. Cet acte a récemment été modifié par un arrêté du 17/09/2020 (DIDD-2020 n° 190) autorisant le transfert de l'exploitation à la société FLORENTAISE.</p> <p><b>Art. 1.2.1</b> – Le classement ICPE est resté celui d'origine – 2510.4 (A) et 2515.1b (D). Par contre, la rubrique 2517 et le classement IOTA n'ont pas été examinés.</p> <p><b>Art. 1.2.2</b> – La situation de l'établissement indique l'occupation des parcelles D 461 et 462 de la commune de Bouillé-Ménard en partie Nord le long du Misengrain et de la parcelle AM 274 pp de la commune de Combrée (Ombrée d'Anjou). D'après l'exploitant, cette dernière concerne</p>

exclusivement la partie exploitée du terri. De fait, la plate-forme d'accueil et la zone technique (stationnement engins, carburant, ligne d'ensachage, maintenance), connexes et dédiées au fonctionnement de la carrière, ne figurent pas dans son périmètre.

D'après les informations accessibles sur le site <https://www.geoportail.gouv.fr/carte>, les références du parcellaire de Combrée semble avoir évolué contrairement à celui de Bouillé-Ménard qui est resté identique. Ainsi, actuellement, la zone technique correspond aux parcelles 0286 et 0287, la plate-forme d'accueil à la parcelle 0279 et le terri en exploitation à la parcelle 0297.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- concernant le classement ICPE, d'examiner le statut de l'exploitation vis-à-vis de la rubrique 2517 relative aux dépôts de matériaux inertes ;
- concernant le classement IOTA, de se positionner notamment en tenant compte du piézomètre identifié pendant la visite ;
- concernant le périmètre de l'exploitation, de vérifier et mettre à jour la situation des installations vis-à-vis du parcellaire.

**Type de suites proposées** – Avec suites

**Proposition de suites** – Demande de justificatifs à l'exploitant

**Proposition de délais** – 2 mois

## N° 2 : Garanties financières

**Référence réglementaire** : Arrêté préfectoral du 17/09/2020, article 3

**Thème(s)** : Situation administrative, Garanties financières

**Prescription contrôlée** – Les montants des garanties financières relatifs aux phases 2 à 4 figurant à l'article 1.5.2. de l'arrêté préfectoral DIDD-2015-n°270 du 10 juillet 2015 susvisé sont remplacés par les montants mis à jour en mars 2020 (indice TP01 de 110,8) [...]

Ainsi, le montant TTC des garanties financières [...] ressortent pour :

- la phase 2 (2020-2024) à 79 253 € ;
- la phase 3 (2025-2029) à 81 321 € ;
- la phase 4 (2030-2034) à 69 634 €.

La société FLORENTAISE transmet au préfet du Maine-et-Loire[...] la constitution de ces garanties financières pour la durée d'exploitation restant à mener sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté [...]

**Constats** – L'acte de cautionnement, établi en réponse à cette prescription le 21/06/2021, couvre la période du 17/09/2020 au 17/09/2025 pour un montant de 79 253 €. Pour rappel, cette conformité avait été obtenue à la suite de la mise en demeure du 15/03/2021 (Arrêté DIDD-2021-n° 54), levée dès le 07/07/2021 sur présentation de l'acte de cautionnement correspondant.

A l'approche de l'échéance de renouvellement, l'inspection a adressé à l'exploitant un message de rappel dès le 20/06/2025, resté sans réponse.

A date, l'exploitant ne dispose pas de garantie financière. La raison principale évoquée est la situation de l'entreprise placée en redressement judiciaire, peu incitative pour attirer des éventuels cautionnaires.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – Cette situation constitue un écart majeur à l'art. 3 de l'arrêté préfectoral du 17/03/2020.

En outre, la fragilité financière de l'entreprise pourrait nécessiter de faire appel aux garanties financières en cas d'échec de la procédure de redressement. A ce titre, il y a lieu que le préfet prenne rang dans le bilan de l'entreprise. **Par conséquent, l'inspection des installations classées propose de mettre la société FLORENTAISE en demeure de mettre en place les garanties financières correspondantes à ses activités à Ombrée-d'Anjou et Bouillé-Ménard et de produire l'acte de cautionnement correspondant.**

**Type de suites proposées – Avec suites**

**Proposition de suites – Demande d'action corrective + Mise en demeure**

**Proposition de délais – 2 mois**

### N° 3 : GEREP

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 10/07/2015, article 2.4.6

**Thème(s) :** Situation administrative, Enquête annuelle

**Prescription contrôlée – Art. 1.2.3.1 – Production autorisée de 50 000 t/an de matériaux**

**Constats –** Les déclarations GEREP ont été faites pour les années 2021, 2023 et 2024 avec les informations disponibles, ce qui est très insuffisant → **Non conforme**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat –** L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant la nécessité de compléter GEREP de la manière la plus exhaustive que le permet cette base de données.

**Type de suites proposées – Avec suites**

**Proposition de suites – Demande d'action corrective**

**Proposition de délais – 2 mois**

### N° 4 : Aménagements et conditions d'exploitation du site

**Référence réglementaire –** Arrêté préfectoral du 10/07/2015, articles 1.2.3.2, 2.1.5, 2.3.1, 2.1.6, 2.3.2, 2.1.2 et 2.4.5

**Thème(s) –** Risques chroniques, Aménagements et conditions d'exploitation

**Prescriptions contrôlées – Art. 1.2.3.2 –** Les installations de concassage et de criblage des matériaux sont positionnées le plus à l'Ouest possible

**Art. 2.1.5 et 2.3.1 –** Clôture (une clôture est mise en place sur l'ensemble du périmètre des zones en exploitation [...]) et Interdiction d'accès (L'accès de l'exploitation est interdit au public)

**Art. 2.1.6 –** Accès et Aménagements

**Art. 2.3.2 –** Distances d'isolement

**Art. 2.1.2 et 2.4.5 –** Bornage et Plans

**Constats – Art. 1.2.3.2 –** L'unité mobile de concassage-criblage est implantée à l'Ouest du site et isolée de l'extérieur par des merlons de schistes non valorisables avec les moyens techniques actuellement disponibles sur l'exploitation → **Conforme**

**Art. 2.1.5 et 2.3.1 –** Dans les zones les plus accessibles, l'exploitant dispose de portails et d'une clôture solide. En partie Ouest, des haies de ronces empêchent les accès au périmètre exploité → **Conforme**

Par contre, l'exploitant a signalé des intrusions par un passage identifié, qui l'ont conduit à porter

plaintes en gendarmerie → **Non conforme – Il est demandé à l'exploitant de procéder à la fermeture de ce passage par des moyens robustes**

En partie Nord du terril, un portail reste a priori ouvert en permanence → **Non conforme – Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la fermeture de ce portail**

Aucune signalétique n'est en place – **Il est demandé à l'exploitant de disposer des panneaux sur les clôtures signalant clairement l'interdiction d'accès**

**Art. 2.1.6** – L'accès se fait par le Sud-Ouest de la parcelle AM 274 (Combrée) en direction de la voie d'accès à la zone d'activités de « Bel-Air ». Les aires de stationnement et de manœuvre de la carrière sont suffisantes pour éviter des désordres sur les parties publiques. Le raccordement du site à ces espaces (chemin de desserte locale) et les voies internes de circulation sont empierrés → **Conforme**

**Art. 2.3.2** – Le mode d'exploitation prend pour référence d'extraction le niveau du terrain naturel de la zone industrielle puis fait reculer le terril en conservant cette côte. L'excavation est donc conduite jusqu'en limite du périmètre afin d'assurer le raccordement des terrains résiduels avec la zone industrielle → **Conforme**

Sur les autres parties du terril, le chantier est à plus de 10 m des limites de propriété et à 20 m pour la saussaie (zone d'intérêts naturels) → **Conforme – Il est demandé à l'exploitant de marquer (piquetage) les limites d'exploitation et de les reporter sur un plan afin de conserver la mémoire de des limites de l'exploitation autorisée**

**Art. 2.1.2 et 2.4.5** – Au cours de la visite, 2 bornes ont été vues sans que l'exploitant ne présente l'intégralité de ce marquage. Il a toutefois présenté un plan topographique de l'exploitation établi par un géomètre → **Non conforme – Ces documents sont incomplets et doivent se conformer à la prescription visée**

Lors de la visite, les terrains étaient **propres et plutôt correctement ordonnancés**. Aucune activité n'y était exercée en dehors de quelques transferts internes de stocks. Le groupe de concassage à l'arrêt était positionné sur la zone de travail prévue → **Conforme**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – Bien que le site soit peu actif et ne présente pas les risques habituellement rencontrés dans les carrières (noyade, enlèvement, chute de grande hauteur...), l'inspection des installations classées constate que les plusieurs aspects nécessitent d'être mis en conformité tel que présenté ci-dessus.

Un plan d'actions en ce sens est attendu.

**Type de suites proposées** – Avec suites

**Proposition de suites** – Demande d'actions correctives

**Proposition de délais** – 2 mois

## N° 5 : Intérêts à préserver

**Référence réglementaire** : Arrêté préfectoral du 10/07/2015, article 2.2.2, 2.2.3 et 2.4.2.1

**Thème(s)** : Risques chroniques, Conservation de la faune et de la flore

**Prescriptions contrôlées** – **Art. 2.2.3** – Les dispositions sont prises pour préserver et favoriser la biodiversité :

- maintien d'une bande du terril existant sur une largeur de 20 mètres, au Nord et Nord-Ouest de la parcelle AM n°274 de Combrée et sur le pourtour Nord de la parcelle D n° 461 de Bouillé-Ménard ;
- talutage du front résiduel d'exploitation (coté intérieur de la bande de terril conservée) de façon à conserver, à mi-hauteur, un palier de 3 m de large sur lequel du schiste de faible granulométrie est étalé ;



- réhabilitation du terril des parcelles D n° 461 et 462 (Bouillé-Ménard) en conservant une épaisseur de schistes d'au moins deux mètres avec de petites dépressions et monticules ;
- conservation de la saussaie présente à l'Est de la parcelle D n° 461 (Bouillé-Ménard).

L'exploitant fait réaliser, par un expert en biodiversité, un suivi écologique 2 ans après chaque phase quinquennale et dans le cadre de la remise en état final [...]

**Art. 2.2.2 et 2.4.2.1 – Intégration paysagère et organisation des extractions**

**Constats – Art. 2.2.3** – Une bande de 20 m au moins est effectivement maintenue entre les limites de propriété et la zone d'extraction correspondant aux parcelles 461 et 462 de la commune de Bouillé-Ménard → **Conforme**

La saussaie présente à l'Est de la parcelle D n° 461 sur la commune de Bouillé-Ménard est conservée (vu pendant la visite) → **conforme**

Un suivi écologique par un expert en biodiversité à l'issue de la phase 2, période 2020-2024, devra être présenté en 2026 au plus tard → **Calendrier rappelé à l'exploitant**

**Art. 2.2.2** – L'exploitant a maintenu la végétation (boisements, saussaies et haies) en périphérie de la zone d'exploitation pour assurer son intégration paysagère – **Conforme**

**Art. 2.4.2.1** – L'exploitant a maintenu des écrans de schistes ardoisiers d'au moins 3 m de haut vis-à-vis des habitations voisines. La zone actuelle d'extraction est entourée par le terril en cours d'exploitation et les remblais de 0/10 non actuellement valorisables (hauteur > 5 m) → **Conforme**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 6 : Eaux superficielles

**Référence réglementaire** – Arrêté préfectoral du 10/07/2015, article 2.1.3, 2.1.4, 3.2.4 et 3.2.5

**Thème(s)** – Risques chroniques, Eaux superficielles

**Prescriptions contrôlées – Art. 2.1.3 – Alimentation en eau – Disconnexion**

**Art. 2.1.4 – Eaux de ruissellement** – Lorsqu'il existe un risque [...] un réseau de dérivation des eaux de ruissellement, empêchant ces dernières d'atteindre les zones en cours d'exploitation, est mis en place à la périphérie de ces zones.

**Art. 3.2.4 – Gestion des eaux utilisées** – L'usage de l'eau est essentiellement destiné à la limitation des émissions de poussières par arrosage [...] alimenté à partir du réseau communal. [...] l'activité ne conduit pas à un rejet d'eau.

**Art. 3.2.5 – Auto-surveillance** – L'exploitant réalise un suivi annuel des eaux du Misengrain, en amont et en aval de l'emprise du site, pendant la période d'étiage. Cette analyse porte au moins sur les paramètres : pH, conductivité, MEST, DCO, Sulfates et Chlorures et une évaluation de la modification de la couleur entre amont et aval, selon la norme NF T 90-034 (en mg Pt/l).

En outre, l'exploitant s'assure annuellement que la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie de déshuileur-débourbeur est inférieure à 5 mg/l avant nettoyage de l'équipement, **si le site en dispose**.

**Constats – Art. 2.1.3** – L'alimentation des eaux sanitaires pour les besoins du personnel (2 permanents) est assurée par le réseau d'adduction d'eau potable → **Conforme**

Les activités de concassage, de manutention et de stockages de schistes ne sont pas consommatrices ni génératrices d'effluent. Le seul usage d'eau du site concerne le rabattre les poussières pendant les périodes sèches (mesure de prévention des nuisances) → **Conforme**

Pour cela, l'exploitant prélève l'eau d'un bassin de la zone industrielle (extérieur à l'établissement) avec une tonne à eau. Il ne s'agit pas d'un pompage dans le milieu naturel proche du site, le « Misengrain » → **Conforme**

Par contre, l'exploitant ne dispose d'aucune information concernant le bassin prélevé. Ce dernier est accessible par une desserte de la zone industrielle puis par un chemin qui lui est dédié. Son accès est libre sans barrière, ni signalétique. D'après le site <https://www.geoportail.gouv.fr/carte>, ce bassin est repéré en section AM parcelle 0008 de 6 770 m<sup>2</sup> qu'il occupe dans son intégralité. Il paraît résulter d'une dépression liée à d'anciennes activités anthropiques faisant aujourd'hui fonction de bassins d'eau pluviales à en croire les irisations de surface.

**Art. 3.2.4** – Au cours de l'année 2025, l'exploitant estime avoir pompé environ 40 à 50 m<sup>3</sup> d'eau qu'il a utilisé pour rabattre les poussières. Le point de prélèvement est aménagé en plate-forme équipée d'une crépine et d'un raccord souple → **Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un relevé systématique des quantités d'eaux prélevées**

**Art. 2.1.4** – Le terrain occupé est un terroir ardoisier, plutôt implanté en partie haute du terrain naturel. Sa constitution en matériaux résultant d'exploitations ardoisières le rend très perméable. Ces caractéristiques font que les eaux de météoriques s'infiltreront directement sans constituer de réserve. Ces raisons techniques font que le site ne dispose pas de circuit d'évacuation et de stockage des eaux de ruissellement → **Conforme**

**Art. 3.2.5** – L'exploitant a transmis les résultats d'analyses Amont et Aval des eaux superficielles prélevées dans le « Misengrain » en 2023. Les paramètres contrôlés sont ceux prescrits pH, conductivité, MEST, DCO, Sulfates, Chlorures et de la couleur et les résultats présentés n'appellent pas de commentaire → **Conforme pour l'année 2023 pour ce qui concerne la réalisation des prélèvements et des résultats obtenus**

Par contre, l'exploitant a indiqué que la campagne de mesures 2024 n'avait pas été réalisée en raison de la situation particulière de l'entreprise (redressement judiciaire) → **Non conforme**

Toutefois, il a transmis l'engagement d'intervention de TECHNILAB, pris à la suite de l'acceptation du devis correspondant, prévoyant la réalisation des prélèvements d'eau dans le Misengrain dès le jeudi 13/11/2025 → **Il est demandé de transmettre les résultats de ces mesures dès les analyses faites**

**Pour 2026, il est rappelé à l'exploitant que les prélèvements sont à effectuer en période d'étiage**

**Art. 3.2.5** – En l'absence de séparateur d'hydrocarbures, le contrôle de ce paramètre n'est pas rendu obligatoire. Par contre, **il est rappelé que les eaux souillées doivent être collectées et éliminées**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les éléments appelés par les observations précédentes.

Un plan d'actions en ce sens est attendu.

**Type de suites proposées** – Avec suites

**Proposition de suites** – Demande de justificatifs à l'exploitant

**Proposition de délais** – 2 mois

## N° 7 : Eaux souterraines

**Référence réglementaire** – Arrêté préfectoral du 10/07/2015, article 3.2

**Thème(s)** – Risques chroniques, eaux souterraines

**Prescription contrôlée** – Présence d'un piézomètre dans le périmètre de la carrière

**Constats** – La visite a conduit à repérer un piézomètre, a priori positionné dans le périmètre de la carrière alors qu'aucune prescription de l'arrêté d'autorisation ne concerne les eaux souterraines.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'identifier cet ouvrage et de préciser son utilité dans le fonctionnement



de la carrière
<b>Type de suites proposées – Avec suites</b>
<b>Proposition de suites –</b> Demande de justificatifs à l'exploitant
<b>Proposition de délais –</b> 2 mois

## N° 8 : Prévention des risques

<b>Référence réglementaire –</b> Arrêté préfectoral du 10/07/2015, article 3.2.3
<b>Thème(s) –</b> Risques accidentels, Maîtrise des risques
<p><b>Prescription contrôlée –</b> I – Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>II – Le stationnement des engins en dehors des périodes d'activité s'effectue sur une aire aménagée pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>III – [...] kits d'intervention [...]</p> <p>IV – Stockage temporaire et manipulation des produits dangereux ou polluants sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. [...] des contenants, signalétique, compatibilité des produits [...]</p>
<p><b>Constats –</b> I – Le <b>ravitaillement des engins</b> de chantier est réalisé à partir d'une cuve fixe double enveloppe de 3 000 l de GNR, équipée d'un pistolet de type homme-mort, placée à l'intérieur d'un bâtiment technique → <b>Conforme</b></p> <p>II – Le <b>stationnement des engins</b> est réalisé sur des aires bétonnées selon leur taille mais ces zones ne sont pas aménagées pour récupérer les égouttures et les éliminer et/ou ne sont pas raccordées à un séparateur d'hydrocarbures → <b>Non conforme – Il est demandé à l'exploitant d'installer un dispositif de collecte des pertes ou égouttures liées aux opérations de distribution de carburant et au stationnement des engins</b></p> <p>III – L'unité de criblage-concassage est ravitaillée en <b>bord à bord</b> par une cuve mobile de 900 l de GNR transportée par un chariot auquel elle est sanglée. Les véhicules et engins ne sont pas équipés de kits de dépollution → <b>Non conforme – Il est demandé à l'exploitant d'équiper ses véhicules et engins de kits anti-pollution</b></p> <p>IV – Les <b>produits liquides dangereux</b> sont entreposés sur une rétention mais sont parfois empilés les uns sur les autres dans une configuration pouvant être instable. Le fond de la capacité de rétention est souillé → <b>Non conforme – Il est demandé à l'exploitant de procéder au tri des produits et d'éliminer dans une filière autorisée le superflu entreposé, de nettoyer la rétention actuellement souillée, d'évaluer ses besoins et disposer de l'équipement correspondant</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat –</b> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de corriger les non-conformités relevées et de rendre compte de prise en compte effective.</p> <p>Un plan d'actions en ce sens est attendu.</p>
<b>Type de suites proposées – Avec suites</b>
<b>Proposition de suites –</b> Demande d'actions correctives
<b>Proposition de délais –</b> 2 mois

## N° 9 : Emissions de poussières

<b>Référence réglementaire</b> – Arrêté préfectoral du 10/07/2015, article 3.3.4
<b>Thème(s)</b> – Risques chroniques, Émissions de poussières
<b>Prescription contrôlée</b> – Surveillance annuelle des retombées de poussières
<p><b>Constats</b> – L’exploitant exploite son terril avec pour seul outil une unité mobile de concassage-criblage.</p> <p>Les émissions des poussières dans l’environnement sont prévenues par des arrosages des pistes et la diffusion d’eau sur l’unité mobile.</p> <p>Le dernier compte rendu de surveillance des retombées de poussières date de 2023. Les mesures, qui portaient sur 2 points en limites Nord-Ouest et Ouest, s’étaient avérées très inférieures à la valeur de référence de 500 mg/m<sup>2</sup>/j → <b>Conforme</b></p> <p>Par contre, l’exploitant a indiqué que la campagne de mesures 2024 n’avait pas été réalisée en raison de la situation particulière de l’entreprise (redressement judiciaire) → <b>Non conforme</b></p> <p>Par ailleurs, il a transmis l’engagement d’intervention de TECHNILAB prévoyant la pose des jauges OWEN dès le jeudi 13/11/2025 → <b>Il est demandé de transmettre les résultats de ces mesures dès les analyses faites</b></p> <p><b>Pour 2026, il est rappelé à l’exploitant que les prélèvements sont à effectuer en période d’activités représentative de la carrière et de préférence en période sèche</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat</b> – L’inspection des installations classées demande à l’exploitant de transmettre les éléments appelés par les observations précédentes.</p> <p>Un plan d’actions en ce sens est attendu.</p>
<b>Type de suites proposées</b> – Avec suites
<b>Proposition de suites</b> – Demande de justificatifs à l’exploitant
<b>Proposition de délais</b> – 2 mois

## N° 10 : Bruits

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 10/07/2015, article 3.5.4
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Bruits
<p><b>Prescription contrôlée</b> – L’exploitant fait réaliser au moins tous les ans et à ses frais [...]</p> <p>[...] Après 3 mesures annuelles successives, effectuées lors de campagne de concassage, présentant des résultats conformes, les mesures des émergences et la vérification des niveaux d’émissions sonores peuvent être effectuées tous les 3 ans, tant qu’elles sont conformes (retour à une fréquence annuelle le cas échéant) [...]</p>
<p><b>Constats</b> – L’exploitant a procédé à un contrôle des émissions sonores dans l’environnement le 16/05/2023 (CBTP PV-ENV-n° 10 – Environnement) qui rend compte de relevés sur 4 points de mesures (2 en limite de propriété et 2 en zones à émergences réglementées), tous conformes aux valeurs limites prescrites.</p>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite